

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE**

(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 13 mars 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0021**) :

**LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE**

**DIT** qu'il est notoire que Madame Zalihata ALI possède les biens situés sur la commune de Ouangani cadastrés section AP n°437 et AP n°438, depuis le 11 octobre 1977, soit durant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil,

**DIT** que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 ;

**ORDONNE** les mesures de publicité du présent acte de notoriété,

**RAPPELLE** que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

**I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE**

- Prénoms, Nom : Madame Zalihata ALI
- Domicile : 24, rue du stade lieu-dit Hapandzo, 97670 Ouangani (Mayotte)
- Date et lieu de naissance : 30 janvier 1955 à Boueni (Mayotte)
- Statut de droit commun ou droit local : droit local
- Etat (célibataire, marié, Pacsé, divorcé, veuf) : mariée le 2 janvier 1976, veuve le 30 juin 2009
- Indication de sa capacité juridique : pleine

**II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE**

Situation : Commune de OUANGANI.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AP	437	24, rue du stade lieu-dit Hapandzo, 97670 Ouangani	768m <sup>2</sup>
AP	438	24, rue du stade lieu-dit Hapandzo, 97670 Ouangani	385m <sup>2</sup>

Ces parcelles sont à extraire du titre foncier n°290.

**III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES**

1<sup>er</sup> alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« *Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier* ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« *... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil* »